



STATUTS

de

PAMG S.A.

I - DENOMINATION - SIEGE - BUT - DUREE

Article premier

Il est formé sous la raison sociale PAMG S.A., une société anonyme qui est régie par les présents statuts et par le titre XXVI du Code des Obligations.

Article 2

Le siège de la société est à Genève.

Article 3

La société a pour but de fournir tout conseil dans le domaine de l'art, notamment dans l'investissement en objets d'art et de gérer la fortune de tiers sans faire appel au public.

La société pourra en outre exercer toute autre activité entrant directement ou indirectement dans le cadre du but précité.

Article 4

La durée de la société est indéterminée.

R 0675



- 2 -

II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 5

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT MILLE FRANCS (Fr. 500'000.--).

Il est divisé en CINQ CENTS ACTIONS de MILLE FRANCS (Fr. 1'000.--) chacune.

Article 6

Les actions sont au porteur.

Elles sont numérotées et signées par un administrateur.

Leur cession s'opère par tradition du titre.

Article 7

Chaque action est indivisible à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle des bénéfices nets de la société et du produit de liquidation.

Les actionnaires ne sont tenus que des prestations statutaires et ne répondent pas personnellement des dettes sociales.

III - ASSEMBLEE GENERALE

Article 8

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, même non présents ou non représentés.

Q

R 0676



Les actionnaires ne peuvent être privés, sans leur assentiment, des droits acquis attachés à leur qualité d'associés, tels qu'ils sont définis à l'article 646 du Code des Obligations.

Article 9

L'assemblée générale des actionnaires a le droit inaliénable :

- 1 - d'adopter et modifier les statuts;
- 2 - de nommer et révoquer les administrateurs et les contrôleurs;
- 3 - d'approuver le compte de profits et pertes, le bilan et le rapport de gestion, de déterminer l'emploi du bénéfice net et en particulier de fixer le dividende;
- 4 - de donner décharge aux administrateurs;
- 5 - de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

Article 10

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel.

Une assemblée générale des actionnaires peut être réunie extraordinairement, aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Article 11

L'assemblée générale est convoquée par l'administration et au besoin par les contrôleurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.

Un ou plusieurs des actionnaires représentant ensemble le dixième au moins du capital social, peuvent aussi requérir la convocation de l'assemblée générale. Ils doivent le faire par écrit, en indiquant le but poursuivi.

R

R 0677



- 14 -

Article 12

L'assemblée générale est convoquée dix jours au moins avant la date de sa réunion par un avis inséré dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce.

Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation.

Les propositions de modification des statuts sont mises à la disposition des actionnaires au siège de la société et à ses succursales s'il en existe; mention de ce dépôt est faite dans la convocation.

Les avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire doivent informer les actionnaires que le compte de profits et pertes et le bilan, de même le rapport des contrôleurs, le rapport de gestion et les propositions éventuelles concernant l'emploi du bénéfice net, sont mis à la disposition des actionnaires au siège de la société et des succursales, s'il en existe, dix jours au plus tard avant l'assemblée générale.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions et les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Article 13

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation.

Aussi longtemps qu'ils sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée générale.

R

R 0678



Article 14

Vis-à-vis de la société, le porteur d'une action est autorisé à exercer le droit de vote, pourvu qu'il justifie de sa possession par la production de l'action ou de toute autre manière prescrite par l'administration.

Un actionnaire peut faire représenter ses actions par une autre personne, actionnaire ou non.

Article 15

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par un autre administrateur ou encore à son défaut par un autre actionnaire.

Le Président désigne le secrétaire.

Article 16

Les actionnaires exercent leur droit de vote à l'assemblée générale, proportionnellement à la valeur nominale de toutes les actions qui leur appartiennent.

Chaque actionnaire a droit à une voix au moins, même s'il ne possède qu'une action.

Article 17

L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des actionnaires présents.

Elle prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, la majorité relative est suffisante.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Demeurent réservées les dispositions de la

A

R 0679



- 6 -

loi, notamment celles des articles 648 et 649 du Code des Obligations.

Article 18

Il est dressé un procès-verbal des séances de l'assemblée générale, lequel mentionne les décisions prises, les nominations, de même que les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire de l'assemblée.

Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par un administrateur.

IV - ADMINISTRATION

Article 19

La société est administrée par un Conseil d'administration composé d'un ou plusieurs membres, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale.

La majorité des membres doivent être de nationalité suisse et avoir leur domicile en Suisse.

Article 20

La durée des fonctions des administrateurs est d'une année.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Le conseil désigne le président et un secrétaire.

Article 21

En garantie de sa gestion chaque administrateur est tenu de déposer dans la caisse de la société, pour le temps de ses fonctions, une action de la so-

R

R 0680



ciété qui demeurera inaliénable pendant la durée du dépôt et ne peut lui être restituée avant que décharge ne lui ait été donnée.

Article 22

Si le Conseil d'administration se compose de plusieurs membres, ses décisions sont prises à la majorité des membres présents, pourvu toutefois que ceux-ci forment la majorité du Conseil.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 23

Il est tenu un procès-verbal des décisions du Conseil d'administration, même lorsqu'une seule personne est chargée de l'administration.

En cas de pluralité d'administrateurs, le procès-verbal de chaque séance est signé par le président et le secrétaire. Il doit mentionner les membres présents.

Les décisions du Conseil d'administration peuvent être également prises en la forme d'une approbation donnée par écrit à une proposition, à moins que la discussion ne soit requise par l'un des membres. Elles doivent être inscrites dans le procès-verbal.

Article 24

L'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de la société. Elle exerce tous les droits qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale et aux autres organes sociaux.

Article 25

L'administration peut confier tout ou partie de la gestion et la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués ou à des tiers qui ne sont pas nécessairement actionnaires (directeurs).

Au

20681



- 8 -

Elle nomme les fondés de procuration et les autres mandataires de la société.

Article 26

L'administration désigne les personnes autorisées à représenter et obliger la société vis-à-vis de tiers et leur confère la signature sociale individuelle ou collective.

Un membre au moins du Conseil d'administration, domicilié en Suisse doit avoir qualité pour représenter la société.

V - CONTROLE

Article 27

L'assemblée générale désigne un contrôleur et éventuellement un contrôleur suppléant, chargés de lui soumettre un rapport écrit sur le bilan et les comptes, ainsi que sur les propositions du Conseil d'administration relatives à la répartition du bénéfice.

Ils sont nommés pour la durée d'un an et sont immédiatement rééligibles.

Ces fonctions peuvent être exécutées par une société fiduciaire ou un syndicat de révision.

L'organe de contrôle doit être représenté à l'assemblée générale ordinaire.

Les contrôleurs doivent se conformer aux dispositions des articles 728 et suivants du Code des Obligations.

A

R 0682



- 9 -

VI - COMPTE ANNUELS - FONDS DE RESERVE -
DIVIDENDES

Article 28

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Exceptionnellement le premier exercice commence le jour de l'inscription de la société pour se terminer le trente-et-un décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept.

Article 29

Il est dressé chaque année en conformité des articles 662 à 670 du Code des Obligations, un bilan et un compte de Pertes et Profits de la société arrêtés à la date du trente-et-un décembre.

Les frais d'organisation, ainsi que les droits de timbre, peuvent être amortis en cinq ans dans les conditions prévues à l'article 664 du Code des Obligations.

L'administration a la faculté de déterminer les amortissements qu'il y a lieu d'effectuer avant la clôture des comptes.

Article 30

Il est prélevé sur le bénéfice net une somme égale au cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve général. Ce prélèvement cessera lorsque ce fonds aura atteint le cinquième du capital-social; il reprendrait son cours si la réservé venait à être entamée.

Le solde du bénéfice net est réparti conformément aux décisions de l'assemblée générale, sur le préavis du Conseil d'administration.

Les dispositions impératives de la loi sur les réserves doivent être respectées.

A

Q 0683



- 10 -

Article 31

Le paiement du dividende a lieu à l'époque fixée par le Conseil d'administration. Tout dividende qui n'a pas été réclamé depuis cinq ans dès son exigibilité est prescrit de plein droit au profit de la société.

VII - LIQUIDATION

Article 32

En cas de dissolution de la société pour d'autres causes que sa faillite ou une décision judiciaire, la liquidation en est opérée par le Conseil d'administration, à moins de décision contraire de l'assemblée générale.

L'un au moins des liquidateurs doit être domicilié en Suisse et avoir qualité pour représenter la société.

Article 33

Pendant la liquidation, les pouvoirs des organes sociaux sont restreints aux actes qui sont nécessaires à cette opération et qui, par leur nature, ne sont point du ressort des liquidateurs.

L'assemblée générale des actionnaires conserve le droit d'approuver les comptes de liquidation et d'en donner décharge.

Le ou les liquidateurs sont autorisés à réaliser de gré à gré, s'ils le jugent à propos et sauf décision contraire de l'assemblée générale, les immeubles qui pourront appartenir à la société. Ils peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée, transférer à des tiers, contre paiement ou autre contre valeur, l'actif et le passif de la société dissoute.

L'actif disponible, après extinction du passif est en premier lieu employé à rembourser le capital social versé.

A

R 0684



- 11 -

Le solde éventuel est réparti suivant décision de l'assemblée générale.

VIII - PUBLICATION - FOR

Article 34

Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce.

Article 35

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société ou ses administrateurs et contrôleurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes en raison des affaires de la société, seront soumises aux tribunaux du Canton de Genève.

* * * * *

Statuts signés "ne varietur" par les parties pour demeurer annexés à la minute du procès-verbal de l'acte constitutif de PAMG S.A., reçu le présent jour par Maître Alfred NECKER, notaire à Genève.

Genève, le 22 août 1986
Suivent les signatures.

Vu pour légalisation des signatures apposées ci-dessus par Maîtres Baudouin DUNAND et Nicolas Pierre BUCHEL et par Monsieur Daniel RUCHONNET.

Genève, le 22 août 1986
Le sceau, signé : Alfred NECKER, notaire
Enregistré à Genève le 25 août 1986
Signé : ROSSIER
POUR EXPÉDITION CONFORME :

R 0685

Canton of Geneva .
2.50 fr.

B Y L A W S

o f

PAMG S.A.

I. NAME - HEADQUARTERS - PURPOSE - DURATION

First article

Under the corporate name of PAMG S.A., a corporation is organized, which shall be governed by the present bylaws and by Title XXVI of the Code of Obligations.

Article 2

The corporation's headquarters shall be located in Geneva.

Article 3

The corporation's purpose shall be to furnish any and all advice in the field of art, notably for investments in art objects, and to manage the finances of third parties without calling the attention of the public.

In addition, the corporation shall be able to engage in any other activity which falls directly or indirectly within the scope of said purpose.

Article 4

The duration of the corporation shall be indefinite.

II. CAPITAL STOCK - SHARES

Article 5

The capital stock is set at the amount of FIVE HUNDRED THOUSAND FRANCS (500,000 fr.).

It is divided into FIVE HUNDRED SHARES of ONE THOUSAND FRANCS (1,000 fr.) each.

Article 6 :

The shares are bearer shares.

They are to be numbered and signed by a director.

Transfers of shares shall be conducted by assignment of certificates.

Article 7

No share can be split insofar as the corporation is concerned; it will acknowledge only one holder for each share.

Each share entitles the holder to a proportional part of the corporation's net earnings and of the proceeds of liquidation.

The shareholders are only liable for payment of the statutory contributions and are not personally liable for any corporate debts.

III. GENERAL SHAREHOLDERS' MEETINGS

Article 8

The general shareholders' meeting shall be the corporation's highest authority.

Its decisions shall be binding for all shareholders, even if they are not present or are not represented thereat.

The shareholders may not be deprived, without their consent, of rights acquired in connection with their capacity as partners, such as they are defined in Article 646 of the Code of Obligations.

Article 9

The general shareholders' meeting has the inalienable right to:

1. adopt and amend the bylaws;
2. appoint and revoke [the appointment of] the directors and the auditors;
3. approve the profit-and-loss statement, the balance sheet and the management report, to determine the use of the net profit and in particular to set the dividends;
4. grant directors discharge;
5. make all the decisions which are reserved to it by the law or the bylaws.

Article 10

The regular general shareholders' meeting shall be held every year within the six months which follow the close of the fiscal year.

A special general shareholders' meeting may be called as often as may be necessary.

The provisions hereinafter shall apply to both regular and special general shareholders' meetings.

Article 11

General shareholders' meetings shall be called by the board of directors and as required by auditors, liquidators, or the representatives of creditors.

One or several shareholders who together represent at least one-tenth of the capital stock shall also be entitled to request that a general meeting be called. They must do so in writing, indicating the purpose of said meeting.

Article 12

The general shareholders' meeting shall be called at least ten days prior to the date of its holding by a notice inserted in the Official Swiss Register of Commerce.

The items on the agenda shall be mentioned in the meeting notice.

Proposals for amendment of the bylaws shall be put at the disposal of the shareholders at the corporation's headquarters and at its branches, if any; mention of this deposit shall be made in the meeting notice.

Notices convening a regular general meeting must inform the shareholders that the profit-and-loss statement and the balance sheet, as well as the auditors' report, the management report and the possible proposals concerning the use of the net profit are put at the disposal of the shareholders at the corporation's headquarters and the branches, if any, at least ten days before the general meeting.

No decision may be taken on items which have not been thus placed on the agenda, except regarding the proposal to call a special general meeting.

It is not necessary to announce in advance proposals and deliberations which do not have to be followed by a vote.

Article 13

The owners or the representatives of the total amount of shares may, if there is no opposition, hold a general meeting without observing the procedures provided for its calling.

As long as they are present, this meeting has the right to deliberate and to validly rule on all the items which are within the competence of the general meeting.

Article 14

Vis-à-vis the corporation, the bearer of a share is authorized to exercise the right to vote, provided that he justifies his possession by producing the certificate or by any other manner prescribed by the Board.

A shareholder may have his shares represented by another person, whether or not a shareholder.

Article 15

The general shareholders' meeting shall be chaired by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by another director or, in his absence also, by another shareholder.

The Chairman shall appoint the secretary.

Article 16

The shareholders shall exercise their right to vote at the general meeting, proportionally to the par value of all the shares which belong to them.

Every shareholder shall have the right to at least one vote, even if he only owns one share.

Article 17

The general shareholders' meeting shall be validly constituted whatever the number of shareholders present.

It shall make its decisions and proceed to voting with an absolute majority of votes attributed to the shares represented.

If a second polling is necessary, a relative majority shall be sufficient.

In the event of a tie vote, the Chairman shall have the casting vote.

The provisions of the law, notably those of Articles 648 and 649 of the Code of Obligations, shall remain unaffected.

Article 18

Minutes of the sessions of the general shareholders' meetings shall be drawn up, mentioning any decisions passed, any nominations, and any statements which the shareholders wish to have recorded.

The minutes shall be signed by the chairman and the secretary of the meeting.

Any extracts issued thereof shall be certified as true copies by a director.

IV - ADMINISTRATION

Article 19

The corporation shall be administered by a Board of Directors made up of one or more members, chosen from among the shareholders and appointed by the general shareholders' meeting.

The majority of the members must be of Swiss nationality and be domiciled in Switzerland.

Article 20

The term of office for directors shall be one year.

They may be re-elected indefinitely.

The board shall designate a chairman and a secretary.

Article 21

As security for his administration and for as long as he is in office, each director shall be bound to deposit in the corporate coffers one corporate share

which cannot be alienated as long as it is on deposit and which cannot be returned to the holder until he has been granted discharge.

Article 22

If the Board of Directors has numerous members, its decisions shall be passed by a majority of the members present, provided that the latter comprise the majority of the Board.

In case of a tie vote, the Chairman shall have the casting vote.

Article 23

Minutes of decisions made by the Board of Directors shall be required, even if there is only one director.

In the event that there are several directors, the minutes of each meeting shall be signed by the chairman and the secretary. Mention shall be made of the members present.

Decisions by the Board of Directors can be made as well by giving approval in writing to a proposal, provided that no member requests discussion thereof. These decisions must be recorded in the minutes.

Article 24

The board of directors shall have the broadest powers for managing the corporation. It shall exercise any rights not reserved for the general shareholders' meeting and for any other corporate body.

Article 25

The board of directors can entrust the management and representation of the company in whole or in part to one or several appointed directors or to third parties who are not necessarily shareholders (directors).

It shall name any authorized representatives and grant any other powers of attorney on behalf of the corporation.

Article 26

The board of directors shall designate the persons authorized to represent and bind the corporation vis-à-vis third parties and shall grant them the authority to sign for the corporation individually or jointly.

At least one member of the Board of Directors, domiciled in Switzerland, must be empowered to represent the corporation.

V. AUDITING

Article 27

The general shareholders' meeting shall appoint an auditor and possibly an alternate auditor, charged with submitting to it written statements of account and balance sheets, as well as statements at the suggestion of the Board of Directors on the distribution of earnings.

Auditors shall be appointed for a period of one year and may be re-elected immediately.

These duties may be carried out by a trust company or by an auditing firm.

The auditing body must be represented at regular general shareholders' meetings.

Auditors must observe the provisions of Articles 723 and following of the Code of Obligations.

VI. ANNUAL ACCOUNTS - RESERVE FUNDS - DIVIDENDS

Article 28

The fiscal year shall begin on January first and end on December thirty-first.

As an exception, the first fiscal year shall begin on the date the corporation is recorded and shall end on December thirty-first, nineteen hundred eighty-seven.

Article 29

Each year, pursuant to Articles 662 through 670 of the Code of Obligations, a balance sheet and profit-and-loss statement for the corporation shall be drawn up, closing on December thirty-first.

Incorporation expenses and stamp fees may be amortized over five years pursuant to the conditions provided in Article 664 of the Code of Obligations.

The board of directors is empowered to determine any amortizations that it may be pertinent to effect before the books are closed.

Article 30

An amount equal to five percent of net earnings shall be set aside to establish a general reserve fund. This provision shall be discontinued once the fund amounts to one-fifth of the capital stock; it shall be resumed if the reserve decreases.

The balance of net earnings shall be distributed in accordance with the decisions made by the general shareholders' meeting, following advance notice thereof by the Board of Directors.

The legislative provisions governing reserve funds must be observed.

Article 31

Payment of dividends shall take place at the time set by the Board of Directors. Any dividend payment which has not been claimed within five years of becoming demandable shall inure to the benefit of the corporation pursuant to the law.

VII. LIQUIDATION

Article 32

In the event that the corporation is dissolved for any reason other than its own bankruptcy or a judicial decision, the liquidation shall be carried out by the Board of Directors, unless the general shareholders' meeting has passed a decision to the contrary.

At least one of the liquidators must be domiciled in Switzerland and must be authorized to represent the corporation.

Article 33

During liquidation, the powers of the corporate bodies are limited to any acts which may be necessary to this operation and which, by their very nature, are not within the purview of the liquidators.

The general shareholders' meeting retains the right to approve the liquidation statements and to grant release thereof.

By mutual agreement, if they deem it suitable and absent any decision to the contrary by the general shareholders' meeting, the liquidator(s) is (are) authorized to sell any real property that may belong to the corporation. By virtue of a resolution of the shareholders' meeting, they may transfer the assets and liabilities of the dissolved corporation to third parties, against payment or other consideration.

Any assets available after the liabilities have been settled shall be used, first and foremost, to reimburse the capital stock paid-in.

Any eventual balance shall be distributed pursuant to a decision by the general shareholders' meeting.

VIII. PUBLICATION - FOR

Article 34

The corporation has been duly published in the Official Swiss Register of Commerce.

Article 35

Any disputes that may arise during the life of the corporation or during its liquidation, whether said disputes are between the shareholders and the corporation or its directors and auditors or between the shareholders themselves on account of the corporation's business affairs, shall be submitted before the courts of the Canton of Geneva.

Signed without amendments by the parties, for attachment to the draft of the corporate charter of PAMG S.A. taken on today's date by Alfred NECKER, Esq., notary at Geneva.

Geneva, August 22, 1986

The signatures follow.

Viewed for authentication of the signatures affixed hereinabove by Baudouin DUNAND, Esq., Nicolas Pierre BUCHEL, Esq., and by Mr. Daniel RUCHONNET.

Geneva, August 22, 1986

The seal, signed: Alfred NECKER, notary

Recorded in Geneva on August 25, 1986

Signed: ROSSIER

CERTIFIED TRUE COPY

/s/ Rossier

STATE OF FLORIDA)
)
COUNTY OF DADE) SS

BEFORE ME, A NOTARY PUBLIC IN AND FOR THE STATE OF FLORIDA
AT LARGE, PERSONALLY APPEARS LUIS A. DE LA VEGA, VICE-PRES.
FOR AND ON BEHALF OF PROFESSIONAL TRANSLATING SERVICES, WHO,
AFTER BEING DULY SWEARNED, DEPOSES AND SAYS THAT (S)HE IS FULLY
VERSED IN THE FRENCH AND THE ENGLISH LANGUAGES,
AND THAT THIS IS A TRUE AND CORRECT TRANSLATION OF THE ATTACHED
DOCUMENT CONSISTING OF SEVENTEEN PAGE(S), AND THAT THIS
IS THE LAST OF THE ATTACHED.

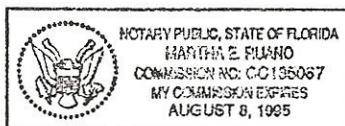
Luis A. De La Vega, Vice Pres

SWORN TO AND SUBSCRIBED THIS 6TH. DAY OF JULY,
A.D., 1992.

M. Ruano

NOTARY PUBLIC, STATE OF FLORIDA
AT LARGE

MY COMMISSION EXPIRES:



The utmost care has been taken to ensure the accuracy of all translations.
Professional Translating Services and its employees shall not be liable for
any damages due to its own negligence or errors in typing or translation,
nor shall it be liable for the negligence of third parties.